

Audience publique du 25 février 2019

Recours formé par
Madame ..., ... (France)
contre une décision du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
en matière d'aides financières

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 40184 du rôle et déposée le 18 septembre 2017 au greffe du tribunal administratif par Maître Kalthoum Boughalmi, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., étudiante, demeurant à F-... (France), ..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du 17 juin 2017 en matière d'aides financières pour études supérieures ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 8 décembre 2017 ;

Vu l'avis du tribunal administratif du 28 novembre 2018 ;

Vu l'acte de désistement de Madame ... du 4 décembre 2018 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Kalthoum Boughalmi et Monsieur le délégué du gouvernement Yves Huberty en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 13 février 2019.

A la suite d'une demande afférente introduite par Madame ... le 2 février 2017, le ministre de l'Enseignement supérieur et de Recherche, ci-après désigné par « le ministre », accorda le 17 juin 2017 à celle-ci une aide financière pour études supérieures pour le semestre d'été de l'année académique 2016/2017, tout en déduisant les sommes perçues par Madame ... à titre de l'aide personnalisée au logement (APL) en France, cela sur le fondement des dispositions anti-cumul visées par l'article 8 de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, ci-après désignée par « loi du 24 juillet 2014 ».

Par une requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 18 septembre 2017, inscrite sous le numéro 40184 du rôle, Madame ... a introduit un recours en annulation contre la décision du ministre du 17 juin 2017 ayant déduit de la bourse lui accordée au titre du semestre d'été de l'année académique 2016/2017 la somme de 1.062 €.

Par un courrier de son litismandataire du 6 février 2019, Madame ... a déclaré vouloir se désister de l'instance.

A l'audience des plaidoiries, le litismandataire de Madame ... a confirmé que celle-ci renonce aux demandes formulées dans sa requête introductive d'instance, alors que la partie étatique a réclamé le paiement d'une indemnité de procédure de l'ordre de 2.000 €.

Le tribunal donne acte à la partie demanderesse de ce qu'elle renonce à ses demandes formulées dans la requête introductive d'instance. Dans la mesure où les parties ont convenu à l'audience des plaidoiries de limiter les débats à la question de l'indemnité de procédure réclamée par l'Etat, le tribunal est amené à examiner exclusivement cette question.

Le délégué du gouvernement a affirmé que l'indemnité de procédure réclamée se justifierait en raison de la solution retenue par la Cour administrative dans une affaire récente à propos de la même problématique de la déduction de l'APL touchée en France de l'aide financière pour études supérieures accordée au Luxembourg, tandis que le litismandataire de la demanderesse a insisté sur la circonstance que Madame ... serait bénéficiaire de l'assistance judiciaire et n'aurait, par ailleurs, pas les moyens pour payer une indemnité de procédure.

Au-delà de la question de l'admissibilité de la demande en paiement d'une indemnité de procédure de la partie étatique dans la mesure où elle est formulée pour la première fois oralement à l'audience des plaidoiries et qu'une demande formulée oralement n'est pas admissible, la procédure devant les juridictions administratives étant essentiellement écrite, le tribunal retient que la demande de l'Etat est en tout état de cause non fondée dans la mesure où il n'est pas justifié en quoi il serait inéquitable de laisser à sa charge les frais non compris dans les dépens.

Il est vrai que dans un arrêt du 22 novembre 2018, n° 41318C du rôle, la Cour administrative a condamné l'appelante au paiement d'une indemnité de procédure au motif que celle-ci a essayé de convaincre les juges de première instance, suite à des arrêts antérieurs rendus par la Cour administrative à propos de la même problématique que celle de l'espèce et visant des affaires pilotes suivies par le même litismandataire, à savoir la question du non-cumul de l'APL, de maintenir leur ligne antérieure et qu'une fois que le tribunal a rejeté le recours en suivant la ligne tracée par celle-ci, elle a interjeté appel pour critiquer la solution antérieurement adoptée par la Cour administrative, sans toutefois fournir des moyens nouveaux par rapport à ce qui avait été avancé antérieurement. Tel n'est toutefois pas l'hypothèse de l'espèce, la partie étatique n'avançant pas que la demanderesse ou son litismandataire aient été parties à un litige dans lequel la même question que celle faisant l'objet du présent recours aurait déjà été tranchée. S'y ajoute qu'au moment de l'introduction

du présent recours, les affaires pilotes auxquelles le délégué du gouvernement a fait référence étaient toujours pendantes en première instance devant le tribunal administratif.

Dans ces conditions précises, et au-delà de la question de la justification de la nature exacte des frais non compris dans les dépens que l'Etat, non représenté en l'espèce par un mandataire, entend faire valoir à travers sa demande en paiement d'une indemnité de procédure, le tribunal est amené à retenir qu'il n'est pas justifié en quoi il serait inéquitable de laisser à l'unique charge de l'Etat les frais non compris dans les dépens, de sorte que la demande afférente de l'Etat est à rejeter.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

donne acte à Madame ... qu'elle renonce à ses demandes formulées dans la requête introductive d'instance ;

rejette la demande en paiement d'une indemnité de procédure réclamée par l'Etat ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 25 février 2019 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Bochet, juge,
Carine Reinesch, attaché de justice,

en présence du greffier Marc Warken.

s.Marc Warken

s.Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 25 février 2019

Le greffier du tribunal administratif